

Evolution des effectifs étudiants et crise de la vocation des universités (1994-2006)

Charles Soulié

Article paru dans la *Lettre d'information* n°15, d'avril 2008, de l'ARESER (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche)

Dans la continuité d'un article précédent portant sur la démographie selon les facultés, disciplines, du corps enseignant titulaire dans l'université française des années 1960 à aujourd'hui¹, je ferai un point rapide sur l'évolution de la démographie étudiante depuis ces quinze dernières années en me centrant au final sur les lettres et sciences humaines. Et de fait, nombre de collègues nous ont envoyé des signaux alarmants concernant l'évolution des effectifs étudiants dans leur établissement, discipline, sachant que, - faut-il le rappeler ? -, notre première raison d'exister, ce sont les étudiants... Et rien n'est plus déprimant pour un enseignant que de se retrouver devant une salle de cours à peu près vide. Ou pour ceux qui restent encore attachés à la dimension recherche de notre métier, de voir les masters recherches se vider au profit des masters professionnels. Ce type d'expérience n'est pas non plus sans bousculer notre *illusio* professionnelle et scientifique, déjà passablement mise à mal par l'utilitarisme ambiant, qui nous somme toujours plus vigoureusement de justifier notre raison d'exister et finalement d'émarger au budget de l'Etat.²

Le problème est que les statistiques disponibles ne sont pas nécessairement ajustées au type de question qu'on se pose, généralement intimement liée à ce qu'on vit. Il est assez difficile au niveau national de récolter des données chiffrées relatives à l'évolution des effectifs par petites disciplines, le ministère raisonnant généralement par grands agrégats facultaires, la réforme du LMD ayant encore plus contribué à brouiller les choses au niveau des nomenclatures utilisées, au travers notamment de la multiplication des formations dites « pluridisciplinaires ».³ Or, et comme nous l'avons précédemment démontré, les recompositions disciplinaires à l'œuvre à l'intérieur de chaque faculté jouent un rôle essentiel dans les mutations contemporaines de l'université. Ainsi chez les enseignants-chercheurs, la montée au firmament dans leur faculté respective des études de gestion et d'informatique bouleverse les rapports de forces entre collègues, disciplines au sein de ces facultés et modifie en conséquence les conceptions collectives relatives aux fins de l'université, comme à son

¹ Brice Le Gall et Charles Soulié, « Massification, professionnalisation, réforme du gouvernement des universités et actualisation du conflit des facultés en France », in *Les ravages de la « modernisation » universitaire en Europe*, ouvrage collectif de l'ARESER publié sous la direction de Christophe Charle et Charles Soulié, éd Syllepse, 2008.

² Pour mémoire, rappelons ce que le candidat Nicolas Sarkozy déclarait le 16 avril 2007 dans une interview au journal gratuit *20 minutes* : « Dans les universités, chacun choisira sa filière, mais l'Etat n'est pas obligé de financer les filières qui conduisent au chômage. L'Etat financera davantage de places dans les filières qui proposent des emplois, que dans des filières où on a 5000 étudiants pour 250 places (...) Vous avez le droit de faire littérature ancienne, mais le contribuable n'a pas forcément à payer vos études de littérature ancienne si au bout il y a 1000 étudiants pour deux places. Les universités auront davantage d'argent pour créer des filières dans l'informatique, dans les mathématiques, dans les sciences économiques. Le plaisir de la connaissance est formidable mais l'Etat doit se préoccuper d'abord de la réussite professionnelle des jeunes. »

³ Si la collecte d'informations pertinentes au niveau national n'est pas évidente, l'étude des données issues directement des établissements pose le problème de leur généralisation, nombre de collègues se demandant alors s'ils ne se trouvent pas dans la situation de Fabrice à Waterloo. S'ajoute à cela le fait que les différents établissements, composantes de l'enseignement supérieur, ont chacun leur temporalité propre et qu'à la faveur des réformes actuelles la concurrence tend à s'aiguiser entre eux, tant au plan de la course aux financements qu'aux étudiants les plus dotés et / ou les plus solvables.

gouvernement. Mais il en est de même en lettres et sciences humaines, avec le déclin continu des humanités et l'ascension récente des formations pluridisciplinaires centrées sur l'étude d'un objet préconstruit socialement (l'éducation, le sport, la communication, l'urbanisation...) et non plus sur un paradigme théorique. C'est pourquoi il nous a paru intéressant de faire un point rapide sur ces questions de démographie étudiante, les transformations de la population étudiante, comme de ses attentes académiques et professionnelles, expliquant pour une bonne part la crise actuelle de la vocation des universités.

Les recompositions contemporaines de l'enseignement supérieur

Entre 1988 et 1993, les effectifs étudiants dans l'enseignement supérieur en général (c'est-à-dire universités + autres types d'établissement) ont augmenté de près de 7% par an, puis de moins de 2% en 1994 et 1995. On enregistre alors les effets de la seconde massification, liée notamment à la politique des 80% d'une classe d'âge au Baccalauréat. Les effectifs diminuent ensuite entre 1995 et 1998 (-52.000 étudiants), puis augmentent à nouveau entre 1999 et 2005 (+1,1% en moyenne annuelle). A ce moment, la croissance est essentiellement tirée par l'augmentation du nombre d'étudiants étrangers.⁴ Ainsi entre 1998 et 2006, leurs effectifs s'accroissent de 71%.⁵

A la rentrée 2005/2006, les effectifs augmentent légèrement pour l'ensemble de l'enseignement supérieur. On observe néanmoins une baisse concernant les universités et les IUFM, tandis que les écoles d'ingénieurs, de commerce, para médicales et sociales, les IUT et les CPGE, augmentent leurs effectifs. Cette réduction du périmètre des universités et plus précisément des disciplines générales et de santé dans l'enseignement supérieur français au profit notamment des écoles est une tendance ancienne. Ainsi en 1990/1991, les universités françaises et plus précisément les disciplines générales et de santé scolarisaient 62,6% des étudiants, contre 56,2% 2005-2006 et 55,8% en 2006/2007. Le poids de l'université, et donc du « secteur ouvert », tend à diminuer peu à peu dans l'enseignement supérieur français au profit du « secteur fermé » sélectionnant les étudiants à l'entrée.

Enfin à la rentrée 2006/2007, les effectifs du supérieur diminuent de 1,3%. Cette fois encore, la baisse concerne principalement les universités (-1,6%) ainsi que les IUFM, tandis que les filières des grandes écoles continuent de progresser. A l'université, la chute des effectifs étudiants est particulièrement forte dans les formations générales (-3%), c'est-à-dire hors formations d'ingénieurs et de santé, tandis que les effectifs continuent d'augmenter en médecine, en raison notamment de la réforme des études médicales et de la modification du *numerus clausus*.⁶ En effet depuis 2001/2002, le nombre de nouveaux bacheliers s'inscrivant en première année de médecine a quasiment doublé (+95%). De même, les effectifs continuent d'augmenter dans les formations d'ingénieurs et les IUT, alors qu'ils baissent encore dans les IUFM (-9,1% en 2006). En fait, les effectifs étudiants baissent en IUFM depuis 2002/2003, alors que depuis 2001 ils augmentent (+1,3%) dans les grandes écoles (école d'arts, architectures, école de commerce, etc.), ainsi que dans les CPGE (+1,8%).⁷ La

⁴ Cf. *L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche*, Ministère de l'éducation nationale, n°1, édition 2007, p 30 et 31.

⁵ Concernant l'évolution des effectifs d'étudiants étrangers dans l'université française, voir la *Note d'information* n°07.02 du ministère.

⁶ Cf. *Note d'information* n° 07.48 du ministère. L'ensemble de ces *Notes d'information* sont consultables sur le site du ministère : <http://www.education.gouv.fr/pid53/evaluation-statistiques.html>

⁷ Cf. *Note d'information* n°07.37.

baisse des effectifs en IUFM est à rapporter à la réduction du nombre de postes offerts aux concours de l'enseignement.⁸

A l'université, la baisse des inscriptions universitaires concerne principalement le cursus Licence (-2,4%), alors que les effectifs stagnent en master et doctorat, le ministère ne distinguant d'ailleurs pas master recherche et master professionnel, ce qui brouille considérablement les choses. Et de fait autrefois, la distinction entre DEA et DESS permettait de mesurer précisément le processus de professionnalisation des formations universitaires. En lettres et sciences humaines, - où la baisse globale s'élève à 4,6% - , les effectifs augmentent néanmoins de 12,6% dans les cursus pluridisciplinaires, alors qu'ils baissent de 6,6% en lettres, 5,1% en sciences humaines et 2,3% en langues. Là encore, cette baisse est plus forte en cursus Licence (-5,3%), qu'en master (-3,6%), ou doctorat (-0,6%). Concernant le droit et les sciences économiques, les effectifs augmentent en droit (+1,4%), ils sont stables en économie gestion (le ministère ne distinguant alors pas ces deux disciplines), alors qu'ils diminuent nettement en AES (-6,9%). Les sciences perdent 2% de leurs effectifs et les STAPS 11,7%. Inversement, la médecine augmente ses effectifs de 5,1% et la pharmacie de 5,6%.

L'évolution des disciplines universitaires entre 1994 et 2006

Afin de replacer ces évolutions dans une perspective d'ensemble et de rendre compte plus finement de la dynamique des disciplines universitaires, nous nous sommes procurés des chiffres relatifs à l'évolution des effectifs d'étudiants inscrits par facultés, petites disciplines de 1994/1995 à 2006/2007. Durant cette période, les effectifs ont globalement baissé de 2%, mais avec d'importantes variations selon les facultés, disciplines. Ainsi, les effectifs diminuent de 19% en droit, alors qu'ils augmentent fortement en sciences politiques (+60%). En économie les effectifs baissent de 39%, en AES de 25%, alors qu'ils augmentent de 101% en gestion. Dans la dernière période on note aussi, à la faveur du passage au LMD, la multiplication des cursus pluridisciplinaires.

Si la médecine, l'odontologie et pharmacie augmentent fortement leurs effectifs (+23% en médecine par exemple), du côté des facultés des sciences la physique perd 83% de ses effectifs, les mathématiques 58%, les sciences de la vie 39%, la chimie 9%. Inversement, l'informatique augmente de 109% et les sciences et technologie industrielles de 59%. La désaffection pour les filières scientifiques les plus théoriques est nette, tandis que les plus appliquées voient leurs effectifs augmenter. En sciences, se multiplient aussi les filières pluridisciplinaires, ou bidisciplinaires, du type « pluridisciplinaire sciences fondamentales et appliquées », « physique et chimie », « mathématiques et informatique ». Il semble que pour certaines disciplines en perte de vitesse démographique, la création de ce type de cursus soit perçue comme une nécessité. En STAPS, l'augmentation s'élève sur cette période à 134%. Mais depuis 2004/2005, celles-ci connaissent à leur tour une forte décline des effectifs.

⁸ Concernant les concours de recrutement des personnels enseignants du secondaire en 2006, voir la *Note d'information* n° 07.34.

	1994/1995	1996/1997	1998/1999	2000/2001	2002/2003	2004/2005	2006/2007	Evol 94/06
Philosophie	15 554	15392	14883	13033	12 074	11780	10707	-31%
Histoire	68 640	69072	61383	55300	53 102	54581	48614	-29%
Géographie	23 049	25157	22123	18815	17 191	16855	15608	-32%
Lgüe et lit françaises	65 704	73571	65985	58321	54 687	49763	38427	-42%
Lgues et lit anciennes	1 978	2167	2411	2622	2 007	2079	1564	-21%
Litt géné et comparée	1 188	888	845	821	954	3787	2492	+ 110%
Langues étrangères	116 976	108760	96925	86846	79 214	78785	70158	- 40%
Sous total disc enst	293 089	295 007	264 555	235 758	219 229	217 630	187 570	-36%
Part relative des disc d'enst dans l'ensemble des LSH	58%	54%	53%	49%	46%	45%	42%	
Total des effectifs en lettres et sciences humaines	505 369	514 466	494 612	481 244	474 777	483 417	451 325	- 11%

Tableau n°1 : Evolution des effectifs étudiants dans les disciplines d'enseignement de lettres et sciences humaines entre 1994 et 2006

Source : DPD-SDESE (France métro)

	1994/1995	1996/1997	1998/1999	2000/2001	2002/2003	2004/2005	2006/2007	Evol 94/06
Psychologie	60 641	58885	61913	64148	65 329	69053	65688	+ 8%
Sociologie	23 534	24782	25427	27338	28 075	27208	23463	0%
Archéo, ethno, préhist	2 516	3171	3843	5345	5 333	5164	4070	+ 62%
Arts	39 777	42731	45125	47439	49 591	44864	36251	- 9%
Sciences éducation	18 128	19182	18962	19279	20 526	22282	17516	- 3%
Aménagement	5 084	5125	5246	5337	6 781	6957	5762	+ 13%
Inform commun	11 913	13174	14509	17683	20 270	20903	20050	+ 68%
Lgues étrang appliq	34 780	33632	34713	37919	37 036	37062	34806	0%
Fr lgue étrang	5 414	7629	8556	8469	9 910	6945	5136	- 5%
Cult et lgues régionales	713	631	833	1023	960	698	610	- 14%
Sciences du langage	8 602	9221	9757	10425	10 607	13657	14880	+ 73%
Sciences religieuses	1 178	1296	1173	1081	1 130	1141	1003	- 15%
Sous total autres disc	212 280	219 459	230 057	245 486	255 548	255 934	229 235	+ 8%
Part relative des autres disc dans l'ensemble des LSH	42%	43%	47%	51%	54%	53%	51%	
Total des effectifs en lettres et sciences humaines	505 369	514 466	494 612	481 244	474 777	483 417	451 325	- 11%

Tableau n°2 : Evolution des effectifs étudiants dans les autres disciplines de lettres et sciences humaines entre 1994 et 2006

Source : DPD-SDESE (France métro)

	2004/2005	2006/2007
Pluri sciences hum et soc	7198	17264
Pluri lettres lang sc hum	1413	5729
Pluri lettres sc lang arts	1118	8859
Pluri langues	124	2668
Total pluridisciplinaire	9853	34520
Part relative du pluridisc dans l'ensemble des LSH	2%	8%
Total des effectifs en lettres et	483 417	451 325

sciences humaines		
-------------------	--	--

Tableau n°3 : Evolution des effectifs étudiants dans les disciplines pluridisciplinaires de lettres et sciences humaines entre 2004 et 2006

Source : DPD-SDESE (France métro)

Enfin en lettres et sciences humaines, la baisse globale des effectifs s'élève à 11% (Cf. tableau n°1, dernière ligne, dernière colonne). Mais cette diminution concerne essentiellement les disciplines d'enseignement (– 36%), c'est-à-dire celles qui traditionnellement préparent aux concours de recrutement de l'enseignement secondaire, alors que les autres disciplines ont augmenté leurs effectifs de 8% (Cf. Tableau n°2). La baisse des effectifs est particulièrement sensible en langue et littérature françaises (-42%), langues étrangères (-40%), - et ce alors que les LEA (langues étrangères appliquées) conservent leurs effectifs-, géographie (-32%) et philosophie (-31%). Inversement, les hausses sont particulièrement fortes en sciences du langage (+73%), information et communication (+68%). Manifestement, la décrue des disciplines d'enseignement a commencé au milieu des années 1990, tandis que celle des autres disciplines ne débute qu'après 2005. Toujours en lettres et sciences humaines, les filières « pluridisciplinaires » connaissent aussi une forte augmentation, attendu qu'en 2004/2005 elles rassemblent 2% de l'ensemble des étudiants, contre 8% en 2006/2007 (Cf. tableau n°3).⁹

Crise des vocations et transformation des contenus d'enseignements

L'ensemble de ces chiffres souligne le découplage progressif des disciplines de lettres et sciences humaines, - et plus généralement sans doute de l'université française-, vis-à-vis de l'enseignement secondaire. Si historiquement la faculté des lettres avait pour fonction essentielle de produire les maîtres de l'enseignement secondaire, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les fonctions sociales de cette faculté se sont donc profondément transformées, ce qui s'accompagne d'un affaiblissement du pouvoir des disciplines, lequel s'observe tant au niveau du gouvernement des universités (Cf. la LRU), qu'au niveau des contenus enseignés.

Ainsi dans le « Plan pluriannuel pour la réussite en Licence » rendu public en décembre 2007, la formation disciplinaire est profondément dévaluée au profit de la « pluridisciplinarité », mais aussi des « compétences », de la formation en entreprise. Le power point ministériel qui a circulé à ce sujet oppose de manière nette « connaissances » et « compétences » et appelle les académiques à accorder la même importance à ces deux dimensions dans l'élaboration des nouveaux cursus. Si les « connaissances » renvoient aux savoirs disciplinaires, tout ce qui est « compétence » renvoie à des savoirs « transversaux » et plus pratiques comme l'informatique, les langues, la capacité à rédiger un CV, s'insérer dans une équipe, bâtir un projet personnel, etc. A cela s'ajoute aussi en 3^{ème} année l'obligation d'un stage validé dans le cursus pour tous les étudiants diplômés de Licence. La véritable école semble de plus en plus être celle de l'entreprise...

⁹ Ce sont là des évolutions générales, qu'il faudrait spécifier en fonction des établissements, contextes régionaux. Si on prend le cas de l'université de Paris 8 Vincennes-St Denis, principalement orientée vers les lettres et sciences humaines, on observe qu'elle a perdu 14,4% de ses étudiants en 2005/2006 et 6,4% en 2006/2007 (cf. *Note d'information* n° 07.47). Le caractère particulièrement accusé de ces évolutions doit sans doute être rapporté à la nature de son public (forte proportion d'étudiants d'origine populaire scolairement plus fragiles, ainsi que d'étrangers), comme à l'amplification de la concurrence entre établissements d'Ile de France particulièrement favorisée par la politique gouvernementale.

On pourrait discuter longuement des mérites pédagogiques et scientifiques de la pluridisciplinarité. Mais dans le cas présent, tout se passe comme si cette pluridisciplinarité affichée, qui se présente souvent comme un garde fou à une hyper spécialisation pourtant guère avérée dans les faits..., était un prétexte, ou un cache sexe pseudo philanthropique ou scientifique, à une entreprise de rationalisation, mutualisation de l'enseignement universitaire en 1^{er} cycle. L'idée ministérielle sous jacente semble être la suivante : les « nouveaux étudiants » sont plus faibles scolairement et ont davantage besoin d'une formation professionnelle qu'intellectuelle. Dans ce cadre les disciplines universitaires traditionnelles avec leurs attendus disciplinaires, logique cumulative sont inadaptées, car beaucoup trop scolarocentrées et excessivement exigeantes. C'est-à-dire que leur cursus sont fondamentalement pensés dans l'optique d'une reproduction du corps des enseignants du secondaire, comme du supérieur, et par là d'une initiation à la recherche. Et comme leurs concours sont inaccessibles pour une part croissante des étudiants...

Il est donc nécessaire de faire sauter ce verrou disciplinaire (souvent qualifié de « corporatiste ») qui au travers du modelage des habitus disciplinaires des enseignants-chercheurs oriente implicitement leurs pratiques et leurs évaluations et par là d'ouvrir plus fortement, - pour reprendre la phraséologie habituelle- , l'université vers « l'extérieur », en l'occurrence le monde du travail, des entreprises. Bref vers ce qui tend de plus en plus à être pensé comme « la vraie vie », la seule pour laquelle il vaille la peine de faire quelques efforts. Au travers de la nouvelle formation qu'on nous demande de délivrer aux étudiants, c'est donc d'une toute autre université que celle dans laquelle nous avons cru, ou voulu, nous engager, dont il s'agit. Car avec la montée en puissance des disciplines les plus appliquées et professionnalisantes à l'université, c'est à une redéfinition de la culture académique qu'on assiste, laquelle n'accorde plus grand place à la liberté d'apprendre comme d'enseigner, qui sont pourtant au fondement de l'université à la Humboldt. Et c'est ce qui explique que l'université est de moins en moins pensée, - et se pense aussi de moins en moins elle-même-, comme un lieu d'épanouissement civique et intellectuel, ou de recherche libre et désintéressée, et de plus en plus sur le modèle des écoles professionnelles, voire des entreprises. D'où par exemple la volonté d'évaluer leur activité en fonction des taux de réussite au diplôme, de l'insertion professionnelle des étudiants, de leur niveau de revenu après tant d'années, etc. Autant d'indicateurs passablement simplistes et réducteurs qui ne prennent en compte qu'une partie des fonctions sociales, politiques et culturelles des universités.